

Un arrêté royal du 2 mai 1972 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962, instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations à réaliser sur le territoire de la commune de Heverlee, en vue de la construction, par l'Intercommunale E5, de l'autoroute E5, section Bruxelles-Liège.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Conseil consultatif de l'emploi et de la main-d'œuvre Démission et nomination de membres

Par arrêté ministériel du 11 février 1972, démission honorable de ses fonctions de membre suppléant du Conseil consultatif de l'emploi et de la main-d'œuvre est accordée, à sa demande, à M. F. Janssens, à Beez-sur-Meuse.

Par le même arrêté :

M. X. Verboven, à Pulle, présenté par les organisations des travailleurs les plus représentatives, est nommé membre suppléant de ce conseil, en remplacement de M. F. Janssens, dont il achèvera le mandat.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

17 AVRIL 1972. — Arrêté royal insérant un chapitre IV dans le titre II du règlement général pour la protection du travail (1)

BAUDQUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, notamment l'article 1er, § 1er, modifié par la loi du 17 juillet 1957;

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu l'avis du Conseil national du travail;

Vu la loi du 24 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est inséré dans le titre II du règlement général pour la protection du travail, un chapitre IV, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV. — Dispositions spéciales relatives aux travailleurs âgés de moins de 18 ans

« Art. 183quater. 1. La présence de travailleurs âgés de moins de 18 ans est interdite aux endroits où sont effectués des travaux susceptibles de provoquer des incendies ou des explosions graves. Sont considérés comme tels les endroits où s'effectuent :

- la fabrication d'oxygène liquide et d'hydrogène;
- la fabrication de collodion, de celluloid, de gaz et de liquides inflammables;

(1) Références au *Moniteur belge* :

- Loi du 10 juin 1952, *Moniteur belge* du 19 juin 1952;
- Loi du 17 juillet 1957, *Moniteur belge* du 26 juillet 1957;
- Arrêté du Régent du 11 février 1946, *Moniteur belge* des 3-4 avril 1946;
- Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, *Moniteur belge* des 3-4 octobre 1947.

Bij koninklijk besluit van 2 mei 1972 is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen op het grondgebied der gemeente Heverlee, voor de aanleg, door de Intercommunale Vereniging voor de Autoweg E5, van de autoweg E5, vak Brussel-Luik.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

Adviserende Raad voor de werkgelegenheid en de arbeidskrachten Ontslag en benoeming van leden

Bij koninklijk besluit van 11 februari 1972 wordt, eervol ontslag verleend, op zijn verzoek, uit zijn functie van plaatsvervangend lid van de Adviserende Raad voor de werkgelegenheid en de arbeidskrachten, aan de heer F. Janssens.

Bij hetzelfde besluit wordt :

De heer X. Verboven, te Pulle, voorgesteld door de meest representatieve werknemersorganisaties, benoemd tot plaatsvervangend lid van deze Raad, ter vervanging van de heer F. Janssens, wiens mandaat hij zal voleindigen.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

17 APRIL 1972. — Koninklijk besluit tot invoeging van een hoofdstuk IV in titel II van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1957;

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de wet van 24 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In titel II van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — Bijzondere bepalingen betreffende de werknemers beneden 18 jaar

« Art. 183quater. 1. De aanwezigheid van werknemers beneden 18 jaar is verboden op de plaatsen waar werkzaamheden worden verricht die ernstige branden of ontploffingen kunnen veroorzaken. Worden alsdudanig beschouwd de plaatsen waar uitgevoerd worden :

- fabriceren van vloeibare zuurstof en van waterstof;
- fabriceren van collodion, van celluloid, van ontvlambare gasen en vloeistoffen;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

- Wet van 10 juni 1952, *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1952;
- Wet van 17 juli 1957, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1957;
- Besluit van de Regent van 11 februari 1946, *Belgisch Staatsblad* van 3-4 april 1946;
- Besluit van de Regent van 27 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 3-4 oktober 1947.

— la distillation et le raffinage des hydrocarbures dérivés du pétrole et de la houille;

— le remplissage de récipients mobiles de gaz comprimés, liquéfiés ou maintenus dissous sous une pression supérieure à 1 kg/cm², autres que l'air.

» Art. 183quater. 2. Il est interdit d'occuper des travailleurs âgés de moins de 18 ans, aux travaux énumérés ci-après :

— fabrication, emploi, distribution, ~~vue~~ vue de leur emploi, transport des explosifs et garde de leurs dépôts;

— commande de cokcars, coke-cars et défourneuses dans les cokeries;

— remplissage de réservoirs fixes de liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 21° C et de gaz comprimés, liquéfiés ou dissous sous une pression supérieure à 1 kg/cm²;

— remplissage de réservoirs d'alimentation de véhicules automobiles en gaz de pétrole liquéfiés;

— travaux de terrassement et d'étayement en fouilles dont la profondeur est supérieure à 2 m et dont la largeur à mi-profondeur est inférieure à la profondeur;

— soudage ou coupage à l'arc électrique ou au chalumeau à l'intérieur de réservoirs;

— conduite de véhicules et d'engins de terrassement;

— conduite d'engins de battage de pieux;

— emploi de pistolets de scellement;

— montage ou démontage d'échafaudages;

— démolition de bâtiments;

— entretien, nettoyage et réparation des installations électriques dans les cabines à haute tension selon les prescriptions de l'article 185;

— chargement en déchargement de navires;

— élagage et abattage de futates et manutention de grumes;

— commande dans les établissements métallurgiques des appareils de fabrication et de transport susceptibles de présenter de grands risques pour la sécurité du personnel, tels que les hauts fourneaux, fours de fusions, convertisseurs et mélangeurs de fonte, poches de métal en fusion, laminoirs à chaud;

— travail dans l'air comprimé.

» Art. 183quater. 3. Il est interdit d'occuper des travailleurs âgés de moins de 18 ans à la conduite des appareils de levage et au guidage par signaux des conducteurs de ces appareils.

» Art. 183quater. 4. Il est interdit d'occuper des travailleurs âgés de moins de 18 ans à des machines dangereuses, quelle que soit la nature du matériau mis en œuvre, sauf lorsque la machine est équipée en permanence de dispositifs de protection efficaces, dont l'efficacité est indépendante de l'intervention de l'utilisateur.

Pour l'application de l'alinéa 1er, sont considérées comme machines dangereuses :

— les machines à bois suivantes : scies circulaires, scies à ruban, dégauchisseuses, raboteuses, toupies, mortaiseuses, machines à tenonner, machines combinées;

— les machines de tannerie suivantes : machines à cylindres, presses, machines à délayer, machines à poncer, machines à cylindrer, machines à palissonner et machines à sécher par le vide;

— les presses à métaux suivantes : les presses à vis à embrayage par friction, les presses à excentrique à embrayage mécanique, pneumatique ou hydraulique, les presses hydrauliques;

— les presses à mouler les matières plastiques;

— les cisailles à métaux et les massicots actionnés mécaniquement;

— les marteaux-pilons.

» Art. 183quater. 5. Les interdictions formulées aux articles 183quater, 3 et 183quater, 4, ne sont pas d'application lorsque les travailleurs âgés de moins de 18 ans sont placés sous la conduite et la surveillance d'un moniteur chargé de veiller à leur formation professionnelle.

» Art. 183quinquies. 1. La présence de travailleurs âgés de moins de 18 ans est interdite aux endroits énumérés ci-après :

— les locaux réservés au services d'autopsie;

— les lieux où s'opèrent la manipulation et le traitement de cadavres et de dépouilles dans les clos d'équarissage;

— les locaux réservés à l'abattage d'animaux;

— les locaux où l'on procède à des opérations comportant un risque de contact avec l'acide cyanhydrique ou toute substance susceptible de le dégager.

— destilleren en raffineren van koolwaterstoffen voortkomende van petroleum en van steenkolen;

— vullen van verplaatsbare recipiënten met samengeperste, vloeibaar gemaakte of in oplossing gehouden gassen onder een druk van groter dan 1 kg/cm², andere dan lucht.

» Art. 183quater. 2. Het is verboden werknemers beneden 18 jaar te werk te stellen aan de volgende werkzaamheden :

— vervaardigen en gebruiken van springstoffen, uitreiken van springstoffen met het oog op het gebruiken ervan, vervoeren van springstoffen en bewaken van de opslagplaatsen ervan;

— bedienen van cokcars, coke-cars en uitstootmachines in cokesfabrieken;

— vullen van vaste houders met ontvlambare vloeistoffen met een ontvlammingspunt lager dan 21° C en met samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste gassen onder een druk die hoger is dan 1 kg/cm²;

— vullen van voedingsreservoirs van autovoertuigen met vloeibare petroleumgassen;

— graafwerken en schoringswerken in uitgravingen van meer dan 2 m diep waarvan de breedte op halve diepte kleiner is dan de diepte;

— las- of snijwerk met de elektrische hoogvlam of met de brander binnen in houders;

— bedienen van voertuigen en van toestellen voor graafwerken;

— bedienen van toestellen voor het heien van palen;

— gebruiken van schiethamers;

— oprichten of afbreken van stellingen;

— slopen van gebouwen;

— onderhouden, reinigen en herstellen van elektrische installaties in hoogspanningscabines overeenkomstig de bepalingen van artikel 185;

— laden en lossen van schepen;

— snoeien en vellen van hoogstammige volgroeide bomen en behandelen van geveld stambout;

— bedienen, in de metaalbedrijven, van de toestellen voor de fabricage en het vervoer die grote risico's kunnen opleveren voor de veiligheid van het personeel zoals de hoogovens, de smeltovens, de convertoren en de gietijzermengers, de smeltpannen, de warmwalsen;

— arbeid in perslucht.

» Art. 183quater. 3. Het is verboden werknemers beneden 18 jaar te werk te stellen aan het bedienen van hefwerktuigen en aan het geven van signalen aan de bedieners van die toestellen.

» Art. 183quater. 4. Het is verboden werknemers beneden 18 jaar te werk te stellen aan gevaarlijke machines welke ook de aard zij van het bewerkte materiaal, behalve indien de machine bestendig is voorzien van afdoende beschermingsinrichtingen waarvan de doeltreffendheid onafhankelijk is van de tussenkomst van de bediener.

Worden voor de toepassing van het eerste lid als gevaarlijke machines beschouwd :

— de volgende houtbewerkingsmachines : cirkelzagen, lutzagen, vlakbanken, vandilktbanken, frezen, pennenbanken, kettingfrezen, gecombineerde machines;

— de volgende leerlooierijmachines : walsenmachines, pers- en schaaftmachines, machines voor het gladschuren, karrewalsen, stolmachines en vacuümdroogmachines;

— de volgende metaalpersen : de schroefpersen met wrijvingskoppeling, de excenterpersen met mechanische, pneumatische of hydraulische koppeling, de hydraulische persen;

— de persen voor het vormen van plastische stoffen;

— de mechanische bewogen metaalscharen en snijmachines;

— de valhamers.

» Art. 183quater. 5. De verbodsbepalingen vervat in de artikelen 183quater, 3 en 183quater, 4, zijn niet van toepassing indien de werknemers beneden 18 jaar onder leiding en toezicht zijn geplaatst van een monitor die als opdracht heeft te waken over hun beroepsopleiding.

» Art. 183quinquies. 1. Werknemers beneden 18 jaar mogen niet aanwezig zijn op de volgende plaatsen :

— de lokalen voorbehouden voor de autopsiediensten;

— de plaatsen waar kadavers en krengen behandeld en bewerkt worden in de vilbeluiken;

— de lokalen waar dieren worden geslacht;

— de lokalen waar werkzaamheden worden verricht die een risico bieden voor contact met cyaanwaterstofzuur of met elke stof die dit zuur kan verspreiden.

» Art. 183quinquies. 2. Il est interdit d'occuper des travailleurs âgés de moins de 18 ans à des travaux de peinture comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb ou de tout produit contenant ces pigments, pour autant que ces produits renferment plus de 2 p.c. de poids de plomb calculé à l'état métallique.

» Art. 183quinquies. 3. Il est interdit d'occuper des travailleurs âgés de moins de 18 ans à des travaux les exposant régulièrement aux effets toxiques des agents chimiques énumérés ci-après :

— le plomb et ses alliages à l'état de fusion, à l'exception de la soudure;

— les poussières de plomb ou de ses composés utilisés dans les fabriques ou ateliers de réparation d'accumulateurs au plomb;

— les produits plombifères de peinture appliqués à l'aide d'un pistolet ou par des procédés électrostatiques;

— le mercure et ses composés;

— le sulfure de carbone;

— les composés de l'arsenic;

— le fluor et ses composés;

— le benzène;

— le tétrachlorure de carbone, le 1, 1, 2, 2, tétrachloréthane et le pentachloréthane.

Il y a présomption d'exposition aux effets toxiques des agents chimiques énumérés ci-dessus, dans les cas où l'analyse de l'atmosphère des lieux de travail révèle que la concentration de ces agents dépasse les valeurs limites tolérables (M.A.C.).

Ces analyses de contrôle s'effectuent dans les conditions prescrites à l'article 147nonies. »

Art. 2. Sont abrogés :

1° l'article 467bis, inséré par l'arrêté royal du 10 juillet 1957; l'article 495, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1965 et l'article 675 b, du règlement général pour la protection du travail;

2° l'arrêté royal du 31 octobre 1928 interdisant l'emploi des jeunes gens de moins de 18 ans dans les travaux de peinture comportant l'usage de la céruse et autres pigments blancs de plomb, modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1968.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1972.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 17 avril 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. MAJOR

Le Ministre des Affaires économiques,

H. SIMONET

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE FRANÇAISE

29 OCTOBRE 1971. — Arrêté royal créant un service de l'État pour le financement et le contrôle des investissements universitaires

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1958 portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'État et portant certaines mesures relatives aux installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement

» Art. 183quinquies. 2. Het is verboden werknemers beneden 18 jaar te werk te stellen aan schilderwerken waarbij loodwit, loodsulfaat of gelijk welk produkt dat die pigmenten inhoudt, wordt gebruikt, voor zover het loodgehalte, van die produkten, berekend in metaaltoestand, groter is dan 2 pct. in gewicht.

» Art. 183quinquies. 3. Het is verboden werknemers beneden 18 jaar te werk te stellen aan werkzaamheden waarbij zij regelmatig blootgesteld zijn aan de schadelijke werking van de volgende scheikundige agentia :

— gesmolten lood en loodlegeringen met uitzondering van soldeersel;

— stof van lood en van loodverbindingen aangewend in de fabrieken en reparatiewerkplaatsen van loodaccumulatoren;

— loodhoudende verfstoffen aangebracht met het pistool of door elektrostatische procédés;

— kwik of kwikverbindingen;

— zwavelkoolstof;

— arseenverbindingen;

— fluor en zijn verbindingen;

— benzeen;

— tetrachloorkoolstof, 1, 1, 2, 2, tetrachloorethaan en pentachloorethaan.

De blootstelling aan de schadelijke werking van de hierboven vermelde agentia wordt vermoed aanwezig te zijn wanneer de analyse van de atmosfeer in de werkplaatsen aantoonde dat de concentratie van deze agentia de toelaatbare grenzen overschrijdt (M.A.C.).

Deze controle-analysen worden uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften vervat in artikel 147nonies. »

Art. 2. Worden opgeheven :

1° artikel 467bis, ingevoegd door het koninklijk besluit van 10 juli 1957, artikel 495, gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 april 1965 en artikel 675, b, van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming;

2° het koninklijk besluit van 31 oktober 1928 waarbij verboden wordt jongelieden van minder dan 18-jarige leeftijd te laten werken aan schilderwerk waarin loodwit en andere loodwitverven worden gebruikt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1968.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1972.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Economische Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 17 april 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

De Minister van Economische Zaken,

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN FRANSE CULTUUR

29 OKTOBER 1971. — Koninklijk besluit tot oprichting van een Rijksdienst voor de financiering en de controle van de universitaire investeringen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en houdende sommige maatregelen betreffende de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitaire onderwijs die geheel